



**ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
EURO-MÉDITERRANÉENNE**



COMMISSION AD HOC SUR L'ÉNERGIE, L'ENVIRONNEMENT ET L'EAU

RAPPORT
Gestion de l'eau

présenté par les co-rapporteurs

**MM. Abdellah BENTOUMI (Algérie) et
Robert DEL PICCHIA (France)**

SOMMAIRE

Page

Projet de Recommandations.....	3
Exposé des Motifs	5

I. PROJET DE RECOMMANDATIONS

La Commission ad hoc sur l'énergie, l'environnement et l'eau

1. Considère que la réforme institutionnelle et administrative du secteur de l'eau dans les pays du partenariat euro-méditerranéen doit reposer sur les principes suivants :

- durabilité de la gestion des ressources hydriques ;
- amélioration des performances des services d'eau et d'assainissement par un recours à la décentralisation ;
- planification et gestion des centrales hydrauliques ;
- protection et optimisation des ressources en eau disponibles, exploration de nouvelles ressources et rationalisation de la consommation d'eau ;
- caractère intégré et participatif de la gestion de l'eau, par une meilleure implication des usagers passant par la création d'associations ;
- politique tarifaire transparente et réaliste tenant compte des volumes d'eau consommés et permettant de rendre économiquement viable le développement des infrastructures ;

2. Est d'avis que la gestion de l'eau requiert la construction et l'entretien de centrales hydrauliques, la réhabilitation des réseaux d'eau potable, la lutte contre les différentes formes de gaspillage d'eau et la généralisation de l'utilisation des eaux usées, en particulier dans l'agriculture, après traitements ;

3. Estime que la préservation des sols et de la ressource en eau doit faire l'objet d'une coopération à la fois régionale et internationale et souhaite que l'amélioration de la gestion de l'eau dans la région fasse l'objet de projets conduits dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée ;

4. Invite l'ensemble des pays du partenariat euro-méditerranéen à mettre en œuvre les axes suivants :

- mettre en place des filières éducatives et de formation dans le domaine de l'environnement et des ressources hydriques ;

- conclure des accords de partenariat entre la communauté universitaire et le secteur de l'eau ;
- promouvoir la recherche et développement dans les ressources hydriques ;
- prévoir des campagnes de sensibilisation et de communication auprès du grand public sur les conditions d'utilisation durable de la ressource en eau ;
- instituer des observatoires à des fins de systèmes d'alerte en cas de catastrophes naturelles résultant des inondations ou de la sécheresse ;
- réformer la législation et la réglementation relative aux ressources hydriques ;
- mettre en place un service public et une police de l'eau ;
- investir dans le traitement des eaux usées à des fins d'irrigation agricole ;
- encourager les investissements dans les technologies « propres » de dessalement de l'eau de mer ;
- apporter une assistance aux États en voie de développement pour l'approvisionnement en eau et en termes de gestion de leurs ressources ;
- encourager le transfert des technologies relatives aux ressources hydriques.

II. EXPOSÉ DES MOTIFS

L'eau constitue l'un des grands défis du XXI^e siècle. Ce défi sera encore plus difficile à relever pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, cette région étant la plus pauvre en eau dans le monde, avec 1 % des ressources mondiales en eau douce pour 5 % de la population mondiale. La gestion des ressources en eau y est d'autant plus délicate que 60 % des cours d'eau de la région traversent plusieurs pays.

Depuis toujours, les Méditerranéens ont dû et su maîtriser la gestion de l'eau pour vivre et prospérer. Aujourd'hui, cependant, ils sont beaucoup plus nombreux et leurs besoins en eau s'accroissent sans cesse, pour alimenter les villes comme pour irriguer les champs. Mais les ressources sont restées globalement les mêmes. L'eau est ainsi devenue, pour la plupart des pays méditerranéens, un facteur limitant de leur développement et, par conséquent, un enjeu majeur au plan économique, social et aussi politique.

Ressource rare, l'eau en Méditerranée est de plus en plus soumise à des pressions multiples. Le stress hydrique y est particulièrement intense. L'évolution démographique en constitue le facteur déterminant, aggravé par une urbanisation qui se poursuit à un rythme accéléré, accentuant la concentration des hommes et des activités en zone littorale. Dans les pays du Sud, le triplement de la population urbaine en une génération induit des besoins à la fois considérables et croissants, notamment en eau. Par ailleurs, les échanges d'eau limités avec les océans ouverts rendent la mer très sensible à la pollution, qui a considérablement augmenté depuis les années 1970.

Force est de constater que la région méditerranéenne cumule en la matière des situations problématiques contrastées. Les ressources en eau y sont rares et très inégalement réparties, mais aussi très inégalement exploitables et utilisables, même si l'abondance ou la rareté des ressources en eau est à apprécier moins dans l'absolu que par rapport aux demandes, elles aussi inégales et différemment réparties.

Globalement, les demandes en eau actuelles sont particulièrement élevées pour l'agriculture dans le monde méditerranéen, où l'irrigation est presque partout nécessaire. En effet, l'agriculture est le principal consommateur d'eau dans la région, soit 80 %, loin devant l'usage domestique (14 %) et l'industrie (6 %). Ces chiffres traduisent une insuffisance de l'approvisionnement des ménages en eau potable et un certain retard dans le développement de l'industrie, mais ils mettent surtout en évidence la priorité qui doit être accordée à la rationalisation de l'usage de l'eau aux fins d'irrigation.

Les pressions humaines sur les ressources, quoiqu'inégales, sont déjà fortes, et devraient s'accroître à l'avenir, en particulier là où elles sont déjà importantes, ce qui devrait accentuer les écarts, entre le Nord et le Sud notamment.

Des conflits d'usage vont se multiplier, entre les utilisations urbaines et agricoles surtout, mais aussi avec les besoins de production hydroélectrique ou entre des objectifs d'utilisation d'eau et de sécurité ou encore de préservation du milieu. Certaines situations pourraient même devenir conflictuelles.

Globalement, les demandes en eau vont s'amplifier. Dans certains pays du Sud, elles pourraient doubler, voire tripler. Selon des projections à l'horizon 2025, la part de

l'agriculture dans les demandes totales resterait prédominante, tout en diminuant légèrement.

L'approvisionnement des villes va devenir un problème crucial du fait de la poussée de l'urbanisation. La rapidité de la croissance des besoins impose la réalisation, dans des délais relativement brefs, d'ouvrages de mobilisation et d'adduction de plus en plus importants et sur des distances toujours plus grandes.

La croissance irrésistible des demandes, dans un contexte d'augmentation de la population, constitue la principale conclusion, préoccupante, des projections. En outre, la qualité des eaux risque de se dégrader compte tenu des défauts d'assainissement et d'épuration. La surexploitation de la ressource en eau entraîne une diminution parfois dramatique du niveau de certaines nappes souterraines ainsi que l'apparition d'un phénomène de salinisation des réserves d'eau douce.

Puisqu'en Méditerranée, il ne reste guère de ressources renouvelables mobilisables, la question de la survenue de pénuries se pose. Selon certaines estimations, en 2025, près de la moitié de la population des pays méditerranéens se trouverait en situation de pauvreté ou de pénurie d'eau. C'est dans les pays où les ressources vont le plus décroître que les demandes en eau devraient le plus augmenter.

Par ailleurs, le changement climatique aura des répercussions sur les ressources en eau. Il devrait notamment provoquer une aggravation des événements extrêmes, tels que sécheresses et inondations, à la fois en fréquence et en amplitude. Ces phénomènes rendront les ressources moins exploitables, tout en amplifiant les nécessités de régulation.

Limités dans leur possibilité d'exploiter des ressources conventionnelles, de nombreux pays s'efforcent de développer de nouvelles sources d'approvisionnement, principalement les importations d'eau et les productions d'eau non conventionnelles.

Les eaux usées constitueront le premier et le principal moyen d'accroître l'offre. Leur réutilisation, après traitements, en particulier dans l'agriculture, exige encore des progrès techniques et des expérimentations avant d'être praticable à grande échelle. Toutefois, certains pays ont accumulé des retards en matière d'assainissement urbain et d'épuration, qu'il leur sera difficile de rattraper, alors même que la production des eaux usées progresse fortement.

Le dessalement d'eau de mer ou d'eau saumâtre souterraine est déjà pratiqué, mais son coût reste élevé et cette technique est consommatrice d'énergie.

Il est généralement considéré aujourd'hui que, pour satisfaire les demandes en agissant sur l'offre, les marges de manœuvre ont disparu ou vont rapidement disparaître, avec des ressources naturelles entièrement exploitées, et une diversification de l'offre de plus en plus coûteuse.

Des situations de pénurie et de surexploitation de plus en plus fréquentes vont rendre préférables des actions sur les utilisations.

C'est en effet dans une meilleure gestion des demandes que résident les espoirs.

Une part importante des eaux prélevées serait mal ou peu utilisée dans les pays méditerranéens. Un tiers des quantités d'eau produites et distribuées pour alimenter en eau potable les villes et les villages est perdu dans les réseaux ou gaspillé par des usages abusifs. Près de la moitié des quantités d'eau mobilisées pour l'irrigation par des aménagements coûteux pour la collectivité est perdue dans le transport, par de mauvais réglages des apports aux champs, par une faible efficacité des systèmes d'irrigation et par des choix de cultures trop consommatrices. Beaucoup d'industries usent, par des défauts de recyclage, des fuites et pertes, et des défauts d'efficacité des procédés, des quantités d'eau bien supérieures à leurs besoins, en dégradant leur qualité. Aussi les rendements d'utilisation sont-ils loin d'être satisfaisants dans les secteurs de l'eau potable comme de l'irrigation. Ces quantités d'eau perdues ou gaspillées forment un gisement inexploité important, de sorte que la gestion de la demande sera plus efficace que d'autres solutions d'approvisionnement en eau. La possibilité d'économiser de l'eau doit être envisagée à chaque étape de la gestion de cette ressource.

Dans la plupart des pays méditerranéens, une gestion plus économe des utilisations et donc une modération des demandes pourrait gagner un volume d'eau proche du surplus d'eau qu'il faudrait produire pour couvrir les accroissements tendanciels des demandes des 20 prochaines années. Il est ainsi généralement admis que faire l'économie d'une grande partie de l'eau qui est ordinairement perdue ou gaspillée est techniquement possible et serait bien moins coûteux que les productions supplémentaires d'eau nécessaire à la couverture des besoins futurs projetés. La gestion des demandes devrait donc prendre autant d'importance que la gestion des offres.

Une telle approche suppose non seulement un changement profond de stratégie, mais aussi de la nature des investissements ainsi que des comportements individuels et collectifs par rapport à un passé traditionnellement orienté vers l'augmentation de l'offre. Il y aurait davantage à gagner à mieux gérer les utilisations d'eau plutôt qu'à intensifier l'exploitation des ressources.

Mieux gérer les demandes et les usages requiert de s'inscrire dans une gestion de l'eau à la fois plus intégrée et plus participative, elle-même indissociable de l'aménagement du territoire et de la gestion de l'environnement. Il conviendrait en effet de mieux impliquer les usagers, par exemple dans le développement et la maintenance de réseaux d'irrigation, grâce à la création d'associations d'usagers. De même faudrait-il améliorer la gestion du secteur de l'eau, aujourd'hui souvent déficiente et caractérisée par un fort emploi. Sa restructuration pourrait passer par la décentralisation de la gestion des services d'eau.

La maîtrise de la demande exige également que le coût réel de l'exploitation de la ressource et de ses impacts environnementaux se ressente dans la facture de l'utilisateur. Il est dès lors indispensable de mettre en place une tarification réaliste tenant compte des volumes d'eau consommés et assurant la couverture de l'essentiel des charges supportées par l'exploitant. Une telle politique tarifaire est indispensable pour rendre économiquement viable le développement des infrastructures.

Il ne faut pas non plus négliger l'instauration d'une véritable coopération à la fois régionale et internationale, centrée sur la préservation des sols et de la ressource en eau. De ce point de vue, l'Union pour la Méditerranée, centrée sur la réalisation de projets concrets, offre une réelle opportunité pour améliorer la gestion de l'eau dans la région.

Enfin, il conviendrait d'accentuer les efforts de recherche, et de les unir dans un cadre régional, voire international afin de se doter de solutions technologiques à la hauteur des enjeux.